

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant – CS 80 140
71 040 Mâcon Cedex 9

Le, 13 décembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ITM LAI

740, rue Alexandre Dumas
39700 Rochefort-sur-Nenon

Références : LW/LW/2023/M_226
Code AIOT : 0003302349

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2023 dans l'établissement ITM LAI implanté 740, rue Alexandre Dumas 39700 Rochefort-sur-Nenon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre d'un exercice POI (plan d'opération interne) organisé par l'exploitant dans le cadre de ses obligations réglementaires. Elle avait pour objectif d'observer le déclenchement et la mise en œuvre de ce plan de secours à la suite de la survenue d'un incident.

1-1) Cadre de l'exercice déterminé par l'exploitant

Type : Accident industriel nécessitant la mise en œuvre du plan d'opération interne (POI).

Durée : Environ 1 heure.

Scénario : Scénario n° 2 du POI – incendie au niveau de la cellule de stockage n° 5 (produits secs)

Objectifs visés par l'exploitant : Cet exercice doit permettre d'éprouver :

- la diffusion et le respect du schéma d'alerte ;
- le comportement des salariés de l'entreprise et le respect des consignes d'intervention et d'évacuation ;
- la mise en œuvre du POI par les différents acteurs de ce plan de secours.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ITM LAI
- 740, rue Alexandre Dumas 39700 Rochefort-sur-Nenon
- Code AIOT : 0003302349
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société ITM LAI (logistique alimentaire internationale) exploite, sur le territoire de la commune de Rochefort-sur-Nenon, un entrepôt de stockage.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par un arrêté préfectoral du 5 mars 2020 n° AP-2020-16-DREAL.

Par ailleurs, le site relève de l'article L. 515-32 du code de l'environnement concernant les installations dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs (Seveso). En effet, l'établissement répond à la règle de cumul seuil bas, définie au I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en œuvre du plan d'opération interne (POI).

Cette visite d'inspection ne vise pas à réaliser une vérification exhaustive du contenu du POI de l'exploitant et de sa conformité à l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, mais bien uniquement à sa mise en œuvre.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives »: les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives »: lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 24/09/2020 article 2	Sans objet
2	Plan d'opération interne	Arrêté Ministériel du 24/09/2020 article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a formulé des observations sur les aspects documentaires du plan d'opération interne ainsi que sur sa mise en œuvre dans le cadre de l'exercice.